

POLITIQUE

Recensement électoral La politique par omission

FABRE se moque des Togolais

Interrogé le lundi 18 Mars sur radio *Victoire FM* au sujet de l'appel lancé par le CST et les autres partis de l'opposition pour inviter les Togolais à aller s'inscrire sur la liste électorale, alors qu'ils ont refusé de désigner leurs représentants à la CENI et ses démembrements c'est-à-dire les CELI, Jean-Pierre FABRE a déclaré : « *J'appelle nos militants à la vigilance* ».

Cette réponse laconique dénote de sa part un sens évident d'irresponsabilité. En effet, la politique est un tout. Elle ne doit pas se faire de façon sélective ou parcellaire. Se faire inscrire sur une liste électorale est le premier pas vers l'élection. C'est un acte citoyen certes pour tout Togolais mais c'est aussi un processus politique

pour l'acteur politique. Un acteur politique ne peut pas compter sur la vigilance des électeurs pour ne pas se faire représenter au sein des structures qui ont vocation à organiser les élections. Le refus de désigner leurs représentants à la CENI et aux CELI est synonyme de la politique par omission. C'est le lieu de dire, sans ambages, que FABRE se moque des Togolais parce qu'il fait injure à leur intelligence. La démarche de FABRE et les siens ne peut s'expliquer que par le fait qu'ils préparent le terrain pour une contestation future, sans aucune preuve, de la liste électorale issue de ce recensement.

Le Togo a besoin d'hommes politiques

responsables, réalistes et dignes qui nourrissent de l'ambition pour leur pays. Le Togo n'a pas besoin de négationnistes toujours en quête d'alibis pour contester ce qui se fait pour le plaisir de le faire. FABRE est obnubilé par la fraude mais force est de constater qu'au jour le jour, il ne fait concrètement rien pour limiter ou juguler les fraudes éventuelles. Faire croire à l'opinion que Faure et son parti ne peuvent pas gagner à la loyale une élection au Togo, c'est méconnaître la réalité sur le terrain aujourd'hui. FABRE et les siens se sont fait harakiri et puisque en politique, les effets boomerang d'une faute sont immédiats voire instantanés, les membres du CST sont en train de découvrir, à leur propre dépens, qu'à force

de s'amuser avec le feu, on se brûle fatalement le doigt. Abuser de la liberté d'expression ne peut conduire qu'à la liberté de répression dès lors que la loi est violée.

Tout récemment, au Kenya, au terme du scrutin présidentiel, le système électronique mis en place à grands frais n'a pas fonctionné. On est revenu au seul système manuel, mais le perdant a emprunté la voie de la légalité pour contester et on attend la suite. C'est cela, la responsabilité d'un homme politique qui aime son pays. FABRE, le pyromane, n'est pas dans cette logique. Pour lui, tout est bon pour mettre le feu. Nous ne parlons pas des incendies des marchés qui ne sont qu'un événement de dernière heure. Depuis qu'il

était à l'UFC, FABRE a toujours troublé l'eau pour pêcher en eau trouble. Pour lui, la politique consiste à voir le piège partout et à laisser l'adversaire jouer seul sous prétexte qu'il fait de l'antijeu.

Pour notre part, nous considérons que l'opposition togolaise n'existe que de nom puisqu'elle n'est pas capable de faire ce qu'elle doit faire au moment qu'il faut. Elle ne se donne pas les moyens de ses ambitions. Elle joue à « *la cigale et la fourmi* » de La FONTAINE. Cette façon de faire la politique ne peut conduire qu'à l'échec et à l'impasse. C'est ce que nous vivons tous les jours au Togo.

Rodrigue

Législative 2013 L'alliance stérile

Le rapprochement des deux regroupements des partis d'opposition n'est pas la solution

dernier, certains responsables de l'opposition regroupés en collectif notamment le CST et la coalition Arc-en-ciel, ont cru bon unir leurs voix pour faire face à la presse et se prononcer sur leur appréhension du processus électoral en cours. Il est évident que la coalition Arc-en-ciel et le collectif « Sauvons le Togo » divergent par leurs stratégies mais pour l'occasion, les leaders des partis politiques et des

l'homme réunis sous la bannière de ces deux regroupements se sont contentés de déplorer et de critiquer le déroulement de recensement électoral en cours tout en conviant leurs militants d'aller s'inscrire sur le fichier électoral. Un fait que d'aucuns qualifieraient de paradoxal. Ils ont, en outre, convenu de mettre en place des comités de veille pour surveiller conjointement l'opération de recensement. Mais la question qui se pose est de

concrètement fait sur place par ces partis politiques pour rehausser leur représentativité au sein des populations. A ce sujet, beaucoup d'observateurs conviennent qu'ils sont des beaux parleurs d'autant plus que s'ils se contentent d'appeler les populations à la vigilance sans toutefois déployer de véritables ressources fiables sur le terrain qui leur permettront de signaler et d'empêcher d'éventuelles fraudes. En effet, il est très facile de

Encore faut-il s'organiser pour parvenir à parer aux fraudes. En l'espèce, le CST et la coalition Arc-en-ciel n'ont jamais rien fait dans ce sens et n'ont jamais préparé les électeurs pour les législatives qui pointent à l'horizon. Tout ce qu'ils ont fait jusqu'à présent, c'est d'exiger au gouvernement le dialogue et le consensus avant la tenue de scrutin. Il n'est donc pas étonnant de voir qu'ils en sont encore à parler de « mépris affiché

par l'attelage gouvernemental UNIR/UFC vis-à-vis des démarches entreprises par les chefs de missions diplomatiques occidentales au Togo en vue de l'ouverture d'un dialogue franc, sincère avant les élections » dans la déclaration conjointe qui ressort de la rencontre du 13 mars courant avec la presse. En outre, ils ont laissé répandre la rumeur selon laquelle le recensement électoral est entaché d'irrégularités en pointant du doigt l'impréparation et la précipitation de la CENI. Ce qu'il faut dire à ce sujet c'est que, la fiabilité du fichier électoral est une affaire de chaque citoyen et ne doit pas être sujette à une quelconque récupération politique.

Il en va de la crédibilité du processus électoral en général et celle de la CENI en particulier. A cet effet, la Commission Electorale Nationale Indépendante n'a pas hésité à publier un communiqué pour damer le pion aux contestataires. Nous le publions à toutes fins utiles.

C.P.

La CENI appelle à une veille citoyenne pour le succès de l'opération

Il est revenu à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) des préoccupations relatives à l'enrôlement présumé de mineurs et d'étrangers. A ce sujet, la CENI tient à rappeler, que conformément à la loi, nul citoyen ne peut être enregistré sur la liste électorale de la commune ou de la circonscription électorale où se trouve son domicile ou sa résidence, s'il n'est âgé de 18 ans révolus, s'il ne jouit de ses droits civils et politiques, et s'il ne possède la nationalité togolaise.

Si le requérant ne possède pas une pièce d'identité valide, il est mis en place une procédure de témoignage basée sur la contribution active de deux citoyens régulièrement inscrits dans le même centre de recensement et de vote et possédant donc déjà leur carte d'électeur, avec la certification par une autorité traditionnelle.

Nonobstant ces dispositions, la CENI rappelle que l'enrôlement se fait sur la base des données biométriques et invite les populations à consulter les listes des citoyens enrôlés qui sont affichées chaque jour pour détecter et dénoncer, le cas échéant, les cas d'enrôlement de mineurs et d'étrangers.

En tout état de cause, la CENI compte sur la vigilance des représentants des partis politiques, des organisations de la société civile et de tous les Togolais pour une veille citoyenne permanente à l'appui du processus électoral en cours et les remercie, une fois encore, pour leurs contributions.

Fait à Lomé, le 19 mars 2013

Le président

Angèle Dola A. AGUIGAH